

## QUELS CHANGEMENTS DANS L'AGRICULTURE IVOIRIENNE ?

Par

Bernard FOUNOU-TCHUIGOUA \*

En 1960, l'économie ivoirienne était une économie de traite jeune, basée sur l'exportation du cacao et du café à travers un processus de rapports de production complexe dominé par la logique de la production du surplus pour l'étranger et une petite fraction des nationaux. C'était une agriculture dévastatrice, qui n'assurait pas les conditions naturelles et humaines de la reproduction élargie sur une longue période. Le déséquilibre régional au profit du bassin caféier était très net, d'où des migrations campagne-campagne importantes, le réservoir essentiel de main-d'œuvre bon marché étant en Haute-Volta. En raison de la part très limitée des grandes exploitations, l'administration coloniale, sans organiser elle-même la production d'exportation, devait assurer cependant directement des services nécessaires à la production.

Un auteur soutient dans un livre récent (1) que l'agriculture ivoirienne a subi des transformations profondes de 1960 à 1975. Ont-elles remis pour autant en cause la structure fondamentale d'économie de traite ? Telle est la question à laquelle nous allons répondre en polimiquant avec Sawadogo.

Les monographies sur l'agriculture des pays africains, et notamment des pays francophones sont rares. Très souvent, ou bien l'étude est trop générale ou bien elle ne couvre qu'un produit ou une région. Le mérite d'A. Sawadogo, ancien Ministre de l'Agriculture de la Côte d'Ivoire, est d'avoir tenté une synthèse agronomique, géographique et même politique de l'évolution de l'agriculture ivoirienne de 1960 à 1973. L'intérêt essentiel du livre ne réside cependant pas dans la masse des informations qu'il fournit, mais dans le fait qu'il s'agit d'une thèse au sens fort qui s'énonce ainsi : Pendant les premières quinze années de son indépendance, la Côte d'Ivoire a connu un succès économique général et un très grand succès dans l'agriculture ; ce succès est dû, à la justesse dans la formulation des objectifs et la méthode mise en œuvre (Plan), ainsi qu'aux structures organisationnelles (rôle essentiel des sociétés nationales). La description que donne l'auteur du fonctionnement de ces sociétés nous fait conclure qu'on peut parler de capitalisme d'Etat agraire en Côte-d'Ivoire, malgré l'apparence libérale que le régime veut se donner. C'est sans doute sur ce point que les changements structurels les plus importants sont intervenus.

Nous allons d'abord examiner le bilan et ensuite les perspectives de cette agriculture en suivant le plan de Sawadogo.

---

\* Professeur à l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification, Dakar.

I) *Il résume ainsi les objectifs fixés en 1960 à l'agriculture ivoirienne :*

- 1) alimenter le budget de l'Etat par des recettes douanières ;
- 2) procurer aux planteurs de café et de cacao d'autres sources de revenus en numéraires ;
- 3) créer ex nihilo des sources de numéraires pour les paysans de la savane (p. 15).

Il s'agissait donc d'accroître la production pour approvisionner le budget et stabiliser les recettes extérieures, en élargissant la base géographique des zones intégrées dans le processus de la production du surplus. Et, concrètement, de diversifier la production d'exportation ou de produits agricoles pouvant servir de matières premières dans les industries d'import-substitution.

Le premier objectif était déjà celui de la colonisation ; le troisième était visé indirectement à travers la politique de monétarisation. En fait le Nord de la Côte d'Ivoire, notamment le pays Senoufo était effectivement peu monétarisé en 1960, mais l'émigration vers la zone cacaoyère limitée en raison d'un réservoir de main-d'œuvre plus important situé en Haute-Volta. Néanmoins il peut être intéressant de savoir jusqu'à quel point le Nord a « rattrapé » le Sud. L'objectif qui visait l'augmentation des revenus des planteurs était relativement neuf, encore qu'il ne faille pas confondre planteur et producteur. Mais il faut ici remarquer une omission importante dans ces objectifs, à savoir l'élargissement du marché intérieur de la production agricole.

Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints et quelle en est leur portée sur les structures antérieures ?

Pour lui, en 1960, l'agriculture ivoirienne est une *agriculture traditionnelle*, l'introduction du caféier et du cacaoyer n'ayant modifié ni le paysage, ni les techniques agricoles. Mieux, pour la majorité des planteurs « en quête du numéraire », ces arbustes sont subordonnés à la culture vivrière. Cette manière de présenter le problème n'est pas correcte. Elle oublie l'intégration du pays dans le système mondial, alors que le cacao de la Côte d'Ivoire n'a aucun sens si on ne voit le lien qui lie le producteur à la firme multinationale qui demande son produit en vue de le transformer en chocolats et autres. Sawadogo oublie que le paysan de la zone cacaoyère et caféière n'était libre de produire pour lui-même que pour autant qu'il produisait cacao et café. L'aspect le plus intéressant de ce chapitre réside dans la description des techniques culturelles des produits de consommation traditionnelle (igname, banane, plantain, manioc, maïs, mil, fonio, etc...).

*La diversification* de la production orientée vers l'exportation serait en même temps, un mouvement de réduction du déséquilibre entre les différentes régions du pays. Ainsi, alors que l'ancien bassin cacaoyer pouvait convenir parfaitement au développement de la palmeraie, on a préféré la région Ouest « moins développée », de même, le coton et la canne à sucre ont été cultivés au Nord où la production marchande était très limitée pendant la période coloniale.

L'auteur ne dit pas si finalement il y a eu ou non accentuation des inégalités régionales. Il insiste sur le fait qu'il y a eu succès parce que la part du couple café-cacao dans les exportations est passée de 63 % en 1960 à 48,7 %, malgré une augmentation en valeur absolue très importante de la production (3 fois pour le café). Mais en réalité, cette diminution est due en premier lieu au développement scandaleux de l'exploitation forestière, le travail de reconstitution ne se faisant pas à la cadence nécessaire. « L'action de la Sodefor, absolument indispensable, est encore, à notre avis trop peu soutenue dans un pays dont la reconstitution du patrimoine forestier constitue une priorité » (2). De plus, il faut bien remarquer que de 1971 à 1975 inclus, la structure des exportations n'a pas tellement varié, si l'on excepte les parts du beurre de cacao et de produits du palmier à huile qui sont passées respectivement de 2,1 à 4 % et 3,6 à 8,7 %. En effet abstraction faite du bois, on s'aperçoit que la diminution de la part du couple café-cacao dans les exportations n'a pas un caractère irréversible. Les fruits démarrent mal : Ananas 3,6 % en 1971 ; 3,8 % en 1975 ; bananes : 2,4 % en 1971 ; 1,2 % en 1975. C'est au sein des produits cacaoyers que l'on perçoit des changements ; la part beurre de cacao passe de 2,1 % à 4 % des exportations, la valeur par rapport aux fèves passe de 10 % environ. Il en résulte évidemment une certaine stabilité et un accroissement dans les recettes extérieures (doublement en valeur nominale en 1971 et 1973 inclus).

Pour compléter ce bilan en termes de croissance, il faut observer l'évolution de la production pour la consommation intérieure et celle de la balance extérieure des produits alimentaires, quoique l'expansion du marché agricole interne n'ait pas été un objectif prioritaire en 1960. En raison de l'accroissement de la demande urbaine, l'Etat a lancé un programme riz à partir de 1966 et par la suite un programme – sucre. Mais il faut remarquer que la croissance de l'offre dans les secteurs sans programme gouvernementaux a été aussi très importante, en relation avec la croissance urbaine, / par rapport à 1960, les indices des principales productions alimentaires ont dans l'ensemble augmenté substantiellement en volume (milliers de tonnes) et en indices, surtout entre 1970 et 1975./

	1960	1970	1970/1960	1975	1975/1970	1975/1960
Riz Paddy	160	316	1,97	402	1,46	2,28
Mais	147	231	1,57	323	1,39	2,20
Igname	1150	1551	1,34	2211	1,42	1,92
Plantain	420	650	1,32	1146	1,76	2,33
Manioc	450	540	1,2	1099	2,03	2,44

Il en est résulté une baisse relative de la part des produits alimentaires dans les importations, qui est passée de 18 % en 1960 à 10,4 % en 1973. Mais s'agit-il d'une tendance de longue durée, comme le pense Sawadogo ? Certes la réalisation du programme – sucre aboutit presque, en 1976, à l'élimination de l'importation de

ce produit, mais le ratio importation/consommation remonte à 15 % en 1978 ce qui devrait inciter à une analyse plus approfondie. Néanmoins, le bilan en terme de croissance paraît positif. Pour atteindre les objectifs fixés, il fallait identifier des cultures selon l'auteur et c'est par la planification que l'on y arrivera ; mais il se contredit en montrant clairement que l'on a en fait adopté des projets sur la base d'études de factibilité tout à fait autonomes, sinon indépendantes. Ainsi, pour le plan Palmier, pièce maîtresse du système de diversification, on s'est référé en ce qui concerne l'étude du marché, à l'enquête FAO sur les perspectives de marché de produits tropicaux pour l'horizon 1970-1980. Dans la mesure où une telle méthodologie cherche à dégager la rentabilité financière de chaque programme ou même chaque opération, on est étonné que l'auteur ne se pose pas le problème de la cohérence de l'ensemble non pas au niveau formel, (sur le papier), mais dans le processus de la définition des objectifs. Les perspectives de la FAO reposaient sur l'évolution d'un marché mondial sur lequel la Côte d'Ivoire, n'exerce aucune influence sur la détermination des prix. La cohérence réelle du plan Palmier était donc supposée être assurée par les mécanismes de marché qui on le sait agissent verticalement au profit des centres capitalistes. Dès lors, il nous paraît prématuré d'écrire que par rapport à la dernière phase de la colonisation française où l'on baptisait hâtivement Plan, la « juxtaposition d'une série d'opérations rassemblées en un seul document, s'agissant de chacune des colonies » (p. 223), la planification ivoirienne de 1960 à 1975 a été radicalement différente. On peut seulement affirmer que les informations sont plus riches, sans que les instruments aient changé. S'il y a succès, il est dans la cohérence entre le choix d'un modèle capitaliste et le rôle essentiel accordé à la rentabilité financière des entreprises.

La réalisation des objectifs a reposé selon Sawadogo sur la mise en place de sociétés nationales bien conçues, le domaine de compétence de chacune d'elles étant le produit et non la région. Elles fonctionnent selon les règles des entreprises privées. Cette structure a permis l'intégration de la recherche et de la production, les « SODE » étant connectées directement avec les Centres et Instituts de recherche agronomiques. L'exposé est convaincant. Il est manifeste que l'Etat a mis sur pied un système de gestion efficace du point de vue du capital et de l'Etat. Il montre le développement du capitalisme d'Etat agraire, en Côte d'Ivoire, malgré l'idéologie libérale et malgré la présence d'un secteur privé français et national indépendant non négligeable, notamment dans les fruits et la palmeraie. Alors que pendant la période coloniale, l'Etat était rarement propriétaire de produits, il l'est devenu aujourd'hui. Il emploie des milliers de salariés dans la palmeraie, la cocoteraie et les plantations de cannes à sucre et intervient directement dans d'autres secteurs pour faire du crédit ; mieux, il s'introduit dans la distribution de denrées agricoles. En somme, le capitaliste d'Etat a été un facteur important de la croissance.

Parmi les facteurs essentiels du « succès » de la croissance de la production agricole, l'auteur ne cite ni les investissements, ni le bon marché de la main-d'œuvre. On sait que le pouvoir colonial conquiert la Haute-Volta et notamment le peuple Mossi comme réserve de main-d'œuvre bon marché pour les opérations agricoles en Afrique Occidentale en général et en Côte d'Ivoire en particulier. On aurait aimé des développements sur ce point. Il se contente de dire que les émigrés et leurs Etats profitent des envois de fonds. Il oublie de mentionner que le déficit de leur balance commerciale vis-à-vis de la Côte d'Ivoire va croissant : 1,5 milliards (CFA en 1971) ; 7,2 milliards en 1975. Il aurait dû faire une analyse détaillée de la surexploitation. Il a préféré proposer que les immigrants accèdent à la nationalité ivoirienne. Pour

lui, pratiquement tous les Ivoiriens sont des immigrants de date récente (18 siècle au plus tôt). Il propose donc une procédure de naturalisation facile pour les Africains, suivant le modèle Américain de la période pionnière. Dans la mesure où le pays est sous-peuplé, cette proposition qui choque les intérêts immédiats est sage du point de vue ivoirien. L'est-elle du point de vue des voisins qui connaissent une moindre prospérité ?

Le problème du financement de cette croissance est laissé de côté. Sur le plan apparent, l'Etat a investi des sommes très importantes dans l'agriculture. De 1960 à 1975, l'Etat aurait consacré 25 % des investissements productifs à l'agriculture (66,469 milliards sur 262,9 milliards pour l'ensemble des investissements publics productifs. Mais il est très important de remarquer que de 1963/64 à 1971/72, la Caisse de Stabilisation a disposé de 52,963 milliards (3). Il n'est pas exagéré de dire que le financement réel des investissements était assuré par les paysans.

En fait, le prélèvement du surplus généré par le cacao et le café, calculé grossièrement par la différence entre la valeur à l'exportation et la valeur aux producteurs s'élève à 257,047 milliards (soit cacao : 134,914, et café : 122,123). Le surplus prélevé sur les paysans est encore plus important. Il dépasse certainement l'ensemble des investissements productifs effectués par l'Etat. Ainsi, en considérant le prix à l'exportation comme représentant le prix de production et sachant que l'Etat a investi 8 milliards dans le cacao et le café de 1960 à 1975, nous arrivons à un surplus de 250 milliards de francs rien que sur le cacao et le café (4), pour la période 1964/65 à 1973/74.

L'omission de telles grandeurs minimise l'apport du travail agricole à l'accumulation en Côte d'Ivoire. S'il était possible d'effectuer ces calculs pour d'autres produits agricoles et pour le bois, on verrait que la croissance est *financée réellement* par ceux-là mêmes qui en bénéficient le moins. Dès lors, comment tracer des perspectives convenables ?

II) *Dans l'analyse des perspectives*, Sawadogo prend en considération la définition de nouvelles priorités et propose des mesures pour augmenter l'efficacité du travail. Il n'hésite pas à traiter du problème du cadre politique. Mais il ne se demande pas et c'est pourtant la question fondamentale, comment va se faire désormais la répartition du produit agricole entre consommation des producteurs et surplus ; comment sera affecté celui-ci. Nous ne discuterons ici que des problèmes qu'il a abordés lui-même. « La poursuite des objectifs de croissance, écrit-il, doit aller désormais de paire avec ceux du développement ; l'accent devra d'abord être mis sur l'élargissement du marché intérieur des produits agricoles. Après la diversification des cultures tropicales d'exportation au cours de la première étape, élargie à partir de 1965 aux productions alimentaires de substitution d'importations (riz, sucre, légumes), le moment est venu de hisser au premier rang des préoccupations de l'Etat, les spéculations alimentaires, destinées à la consommation humaine et animale ivoiriennes et/ou Ouest Africaine » (p. 283). Il conseille de développer la culture de deux céréales de base, le riz, le maïs. Il a raison d'insister sur la nécessité de développer la céréaliculture ; mais il ne dit rien sur le mil et le sorgho ! Au niveau des tubercules, il opte pour le manioc, plante facile à cultiver mais extrêmement pauvre en matières nutritives. Là aussi il élimine implicitement ignames, patates douces etc., sans avancer de raisons. Il ne montre pas les véritables obstacles qui s'opposent à l'élévation de la productivité du travail dans les cultures de base destinées au marché local national.

En Côte d'Ivoire il y a ni politique d'industrialisation systématique, ni politique d'une répartition de revenus plus favorables aux consommateurs de maïs, d'ignames ou de manioc. Dès lors, on voit mal d'où vient la dynamique que Sawadogo prête à l'élargissement du marché interne des biens alimentaires de base. La tendance spontanée est de favoriser la production agricole de luxe autour des grandes villes. L'organisation de l'accès à la terre est aussi un facteur qui influence le choix de culture. Cet aspect est négligé par Sawadogo. Or, le gouvernement n'a pas voulu résoudre ce problème de manière globale. Il s'est contenté de lancer le mot d'ordre : la terre à qui la met en valeur, les fonctionnaires étant encouragés à devenir des fonctionnaires planteurs. Il en découle un processus d'expropriation et de privatisation rapide des droits sur la terre, notamment au profit de ceux qui disposent déjà d'importants moyens d'accumulation. La grande propriété est en train de naître et de se développer en Côte d'Ivoire (5).

La privatisation de la terre va faire apparaître un élément supplémentaire dans le prix des produits agricoles, à savoir la *rente foncière*. Or, le développement de la production pour le marché interne suppose des bas prix, compte tenu du niveau des salaires et des revenus des petits paysans. Pour contrecarrer l'effet dépressif de la rente sur le profit et l'impôt, on peut soit accroître la productivité du travail, soit orienter la production vers les spéculations qui offrent des taux de profits élevés malgré l'apparition de la rente. Là aussi, l'allocation des ressources se trouve biaisée en faveur des produits agricoles de luxe. Sans expliquer pourquoi la croissance des premières 15 années n'a pas profité aux travailleurs agricoles, Sawadogo soutient qu'une phase nouvelle s'ouvre, celle de la croissance avec redistribution. Cette affirmation ne trouve sa justification que dans le contexte de l'idéologie économique de la séparation entre croissance et répartition. Elle est tirée de l'observation de ce qui s'est passé dans la phase de transition au capitalisme dans les centres : le financement de l'accumulation était assuré en partie par un prélèvement sur les salaires nécessaires à la reproduction de la force de travail des ouvriers et des paysans. Depuis, leurs conditions se sont améliorées radicalement, même si des poches de pauvreté y subsistent. L'auteur estime que la phase de la ponction et de transfert du surplus du milieu rural vers l'extérieur et vers une petite minorité nationale est révolue, et qu'il faudrait désormais lier répartition équitable et croissance. Mais il ne s'aperçoit pas que l'analogie est superficielle. Si les conditions de la masse dans les centres sont améliorées, c'est en partie à cause de l'impérialisme et des libertés d'organisation autonome des travailleurs, qu'il ne préconise point pour la Côte d'Ivoire.

Les difficultés spécifiques à l'organisation de la commercialisation des produits destinés au marché intérieur ne sont pas évoquées. Or, à notre avis, cette organisation pose des problèmes plus ardues que ceux de l'agriculture d'exploitation. En effet la commercialisation clandestine et l'alliance entre producteurs et commerçants est plus aisée à établir. L'Etat a dû déjà céder sur la distribution du riz, les paysans préférant vendre aux Diolas à des conditions plus intéressantes qu'à l'Etat. Au lieu d'examiner ces problèmes qui nous paraissent essentiels, Sawadogo propose tout simplement de débureaucratiser un peu les Sociétés de Développement en éliminant l'encadrement technique à la base.

Il faut rendre hommage à Sawadogo d'avoir abordé le problème du pouvoir dans l'étude des perspectives. Certes, il n'analyse pas les luttes de classes dans la campagne Ivoirienne et encore moins dans la société, mais prend position sur le problème dit des « Droits de l'homme ». Pour lui, la reconnaissance du Droit d'association tel qu'il est défini et accepté dans les formations capitalistes aboutirait à l'éclatement de la nation en voie de se faire, sous l'effet des luttes *inter-ethniques*. C'est ainsi qu'il légitime le Parti Unique, qui, dit-il, n'est d'ailleurs pas monolithique : le jeu des tendances à l'intérieur de ses structures est subtil. L'observateur superficiel en perçoit à peine les orientations en surface, échos profonds de bouleversements tectoniques internes, (p. 317). Nous pensons que la raison profonde du non respect des droits d'association politique en Côte d'Ivoire comme dans d'autres pays africains se trouve dans la répartition extrêmement inégale des revenus et le développement du chômage du fait du caractère extraverti de l'accumulation.

S'il est donc indéniable qu'en quinze ans l'économie de traite a subi des changements en Côte d'Ivoire, l'un des plus significatifs se trouve dans le rapport de l'Etat à l'agriculture. Alors que dans l'économie de traite de la période coloniale, l'administration se contentait de procurer des services à l'agriculture, l'Etat Ivoirien organise la production en association avec les grandes institutions internationales et les sociétés multinationales. De plus, l'intégration de l'agriculture dans le système mondial est plus solide. Mais il est prématuré de dire que l'économie de traite a changé significativement. Est-ce possible sans socialisme ?

#### FOOTNOTES

- (1) Abdoulaye SAWADOGO, *l'Agriculture en Côte d'Ivoire*, Presses Universitaires de France, 1977, Paris, 367 pages.
- (2) *Marchés tropicaux et Méditerranéens* 24 Octobre, 1978, p. 2987.
- (3) *Marchés tropicaux et Méditerranéens* 24 Octobre, 1975, p. 3009.
- (4) Calculé à partir de Côte d'Ivoire, développement agricole, (direction générale), *Statistiques agricoles* 1972.
- (5) En 1973 et 1974, alors que les Sociétés d'Etat des Instituts de recherche achetaient ensemble 142 et 119 tracteurs, le secteur privé en achetait 90 et 104 (statistiques agricoles 1974).

## RÉSUMÉ

The author's article constitutes an analysis of as well as a polemic response to the recent book of Abdoulaye Sawadogo « *L'Agriculture en Côte d'Ivoire* » PUF Paris 1977, and its main thesis, that the agriculture of the Ivory Coast has fundamentally changed during the period from 1960–1975. Founou came to the following conclusion:

Sawadogo deserves to be commended for treating the problem of power in his consideration of the future. To be sure, he fails to analyse the class struggle in the Ivorian countryside and is even less forthcoming on these struggles in Ivorian society as a whole; but he takes a definite position on the so-called problem of « Human Rights ». For him, acceptance of the freedom of association, as defined and recognized in the Western capitalist systems would favour *inter-ethnic* conflicts and the disintegration of the emerging nation. He finds his legitimation of the One Party System on this hypotheses, claiming for good measure that the Party is, in any case, not monolithic. According to him, « Manœuvres between opposing factions within the single Party are subtle (but real). Their outward manifestations are hardly visible to the casual observers, but these profoundly reflect internal twists and turns within the structures » (p. 317). We believe on the other hand that the fundamental reason behind the denial of the freedom of political association in the Ivory Coast, as in other African countries, must be found in the extremely unequal pattern of income distribution and the deepening crisis of unemployment resulting from the externally oriented character of accumulation.

If it is this undeniable that in fifteen years the export economy of the Ivory Coast has undergone changes one of the more significant of these changes lies in the role assumed by the State in agriculture. Whereas the Colonial State limited its participation in the operation of this export economy to the procurement of services to agriculture the Ivorian State directly organises production, in collaboration with the big international agencies and the multinational corporations. Additionally, the integration of agriculture into the world system is more complete. But it is premature to claim that the export economy has undergone significant change. Is such a change possible without socialism?.